

Face à la Cuba virtuelle, la Cuba réelle : Déclaration de la Casa de Las Américas (La Maison des Amériques)



Le drapeau cubain. Photo : Abel Padrón Padilla/ Cubadebate.

Ces derniers jours, nous avons reçu de nombreux messages d'amis de la Maison de Cuba et de la Révolution cubaine qui, face aux nouvelles persistantes et sombres qui prolifèrent dans les médias et les réseaux, se demandent avec inquiétude ce qui se passe dans notre pays. Le "peuple" et le "gouvernement" s'affrontent-ils vraiment ? Cuba est-il un "État failli" incapable de résoudre une crise ?

Ce même État qu'ils qualifient de "failli" a courageusement organisé, il y a tout juste une semaine, le référendum sur le Code de la famille très avancé. La majorité sans équivoque du peuple cubain l'a soutenu, et quelques heures plus tard, il est devenu loi. Avant cela, ce projet inclusif, né de la participation populaire, a dû subir une féroce campagne de diabolisation fondée sur de prétendus

préceptes moraux et religieux. Il n'y a pas eu non plus de manque de manipulation ouvertement politique. Rien de tout cela n'a empêché le triomphe du "oui", qui a été reflété de manière pâle et réductrice dans la presse hégémonique.

Coïncidant avec l'entrée en vigueur du code, un ouragan dévastateur a frappé l'ouest de Cuba, faisant des dizaines de morts dans son sillage aux États-Unis. Il est douloureux et difficile pour tout pays qui subit une telle éventualité de se remettre sur pied, d'atténuer la souffrance des victimes, d'essayer de se remettre des dégâts et d'aller de l'avant.

Pour Cuba - étranglé économiquement et malmené depuis des décennies - le défi est multiplié. Seule la décision indéniable d'allouer les maigres ressources du pays pour que personne ne soit abandonné à son sort et la conviction que ce n'est qu'avec la participation et le soutien de la population qu'il est possible d'avancer, peuvent expliquer pourquoi nous parvenons une fois de plus à surmonter, sans cesser de penser à aller beaucoup plus loin.

Alors que des personnes et des organisations du monde entier ont exprimé leur solidarité et offert un soutien concret à Cuba, que des gouvernements frères ont proposé leur aide et que des amis comme ceux du Forum des peuples ont demandé au président Biden, dans les pages du New York Times, de faire preuve de l'esprit humanitaire le plus élémentaire et de ne pas entraver les efforts de l'île pour se remettre sur pied, d'autres voix ont profité de la tragédie pour faire croire que nos problèmes et les difficultés que nous rencontrons pour les affronter sont le résultat de l'incapacité du gouvernement cubain à y faire face.

Ils misent sur le malaise logique des citoyens privés des services de base dans l'espoir que la nature finira par accomplir ce que tant de tentatives désespérées de détruire la Révolution n'ont pas réussi à faire. Aujourd'hui, ils politisent les manifestations et les protestations spontanées, utilisent les réseaux pour susciter des discours de haine hystériques et agressifs, incitent à la violence dans les rues, s'opposent au moindre assouplissement du blocus et suivent à la lettre le scénario du "coup d'État en douceur".

Dans quelques jours, soixante ans se seront écoulés depuis la crise des missiles, peut-être le moment le plus risqué qu'ait connu le processus révolutionnaire, ces jours où - comme l'a dit le Che dans sa lettre d'adieu - Fidel a brillé comme peu d'hommes d'État dans l'histoire. Une fois de plus, le destin nous offre l'alternative de céder à l'adversité et aux menaces ou de nous imposer à elles avec imagination et audace. Aucun "État failli" ne pourrait rêver de la deuxième option ; aucun peuple digne de ce nom ne la soutiendrait.

Aujourd'hui, la très décriée Cuba se remet des ravages de l'ouragan. Au lieu de la répression attribuée au "pays virtuel" fabriqué de toutes pièces, dans le "pays réel", les autorités se rendent constamment dans des zones touchées et discutent directement avec les citoyens.

Comme dans toutes les situations difficiles, la solidarité, principe de base de notre coexistence, est mise en avant. Nos amis doivent savoir que l'écrasante majorité du peuple se reconnaît dans ses dirigeants, participe au redressement du pays et défend le principe qui est au cœur de la nouvelle Constitution approuvée en avril 2019 : " Cuba est un État socialiste fondé sur l'État de droit et la justice sociale, démocratique, indépendant et souverain " .

La Havane, 2 octobre 2022.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/300805-face-a-la-cuba-virtuelle-la-cuba-reelle-declaration-de-la-casa-de-las-americas-la-maison-des-ameriques>



Radio Habana Cuba